



**HAL**  
open science

# Villes "mixtes" en Israël : entre désenchantements et concurrences

Yoann Morvan, Daniel Monterescu

► **To cite this version:**

Yoann Morvan, Daniel Monterescu. Villes "mixtes" en Israël : entre désenchantements et concurrences. *Urbanisme*, 2020, 415. halshs-03099475

**HAL Id: halshs-03099475**

**<https://shs.hal.science/halshs-03099475>**

Submitted on 9 Feb 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



1 - Tel-Aviv-Jaffa © Gidi Avinary/Flash-90-RÉA  
2 - Lod, synagogue, église et mosquée  
© Yoann Morvan



# / Villes « mixtes » en Israël : entre désenchantements et concurrences

En Israël, une ville est considérée comme « mixte » si, selon la définition du Bureau central de la statistique (CBS), au moins 10 % de ses habitants sont enregistrés en tant qu'« Arabes ». Ces localités résultent de la situation prévalant à la suite de la guerre de 1948, d'indépendance pour les Juifs israéliens et de « catastrophe » (*Nakba*) pour les Palestiniens. D'où des enjeux conflictuels, d'hier à aujourd'hui.

Par Daniel Monterescu (CEU) et Yoann Morvan (CRFJ), anthropologues

Les « villes mixtes », telles que Acre (33 %), Lod/Al-Lydd (30 %), Ramle/Ramla (23 %), Haïfa (11,5%), Jaffa (31,2 %), Nazareth Illit<sup>1</sup> (25 %) et Ma'alot-Tarshiha (21,5 %<sup>2</sup>), occupent une place ambiguë dans l'imaginaire politique et culturel des Israéliens comme des Palestiniens. Expérimentant une forme paradoxale de « bi-nationalité » à l'intérieur des limites internationalement reconnues de l'État hébreu, ces localités voient se côtoyer des Arabes et des Juifs, parfois ensemble, parfois côte à côte. Par leur existence, elles suggèrent tout le potentiel paradigmatique de cette mixité, même si limitée, dans une perspective de paix ; et, en même temps, elles révèlent la perpétuation d'un conflit, dont les stigmates continuent à marquer leurs paysages urbains. La tension qui s'y joue au quotidien entre proximité intime et hostilité viscérale interroge la politique étatique israélienne dans ses velléités de maintien d'un *statu quo* sur des bases ethnico-religieuses ségrégatives. L'approche anthropologique, nourrie d'une analyse historique, permet ici de déconstruire la notion de mixité telle que pensée par l'État, pour mieux la cerner au niveau des interactions urbaines locales, dans un contexte de néolibéralisation socio-économique.

**Ces localités voient se côtoyer des Arabes et des Juifs, parfois ensemble, parfois côte à côte**

l'émergence d'une identité palestinienne moderne associée à un projet d'urbanisation nationale. Après 1948, ces villes sont, au contraire, devenues les marqueurs d'un échec tragique. Confrontés après la *Nakba* aux difficultés d'une coexistence forcée et asymétrique<sup>3</sup>, ces agglomérations devenues hybrides souffrent aujourd'hui de nostalgie nationalitaire et d'un manque de reconnaissance historique, et sont en proie à de violents conflits pour le contrôle de l'espace habité et des lieux symboliques. Si la plupart des travaux<sup>4</sup> dévolus à ces « villes mixtes » se focalisent

sur la situation d'antagonisme, antagonisme bien réel<sup>5</sup>, cet article se penche davantage sur les ambivalences et les dynamiques contradictoires. Précisons d'abord ce qui distingue les « villes mixtes », telles Haïfa des années 1930 ou Jaffa aujourd'hui, des « villes divisées », comme Jérusalem, en particulier depuis 1967. Au-delà du classement administratif, un premier ensemble de différences est constitué par une certaine réalité sociodémographique : une relative mixité dans l'habitat, des relations de travail et de voisinage, diverses sociabilités ; un autre s'élabore dans les identifications : une conscience plus ou moins commune à travers des traits symboliques et identitaires peu ou prou partagés.

La terminologie de « ville mixte » (*'arim me'oravot*, en hébreu, *mudun mukhtalata*, en arabe) nous invite à jeter un regard rétrospectif sur la genèse des discours sur la mixité depuis le mandat britannique jusqu'aux usages contemporains par l'État hébreu et la société civile. Un ■■■

## UNE GÉNÉALOGIE TRAUMATIQUE

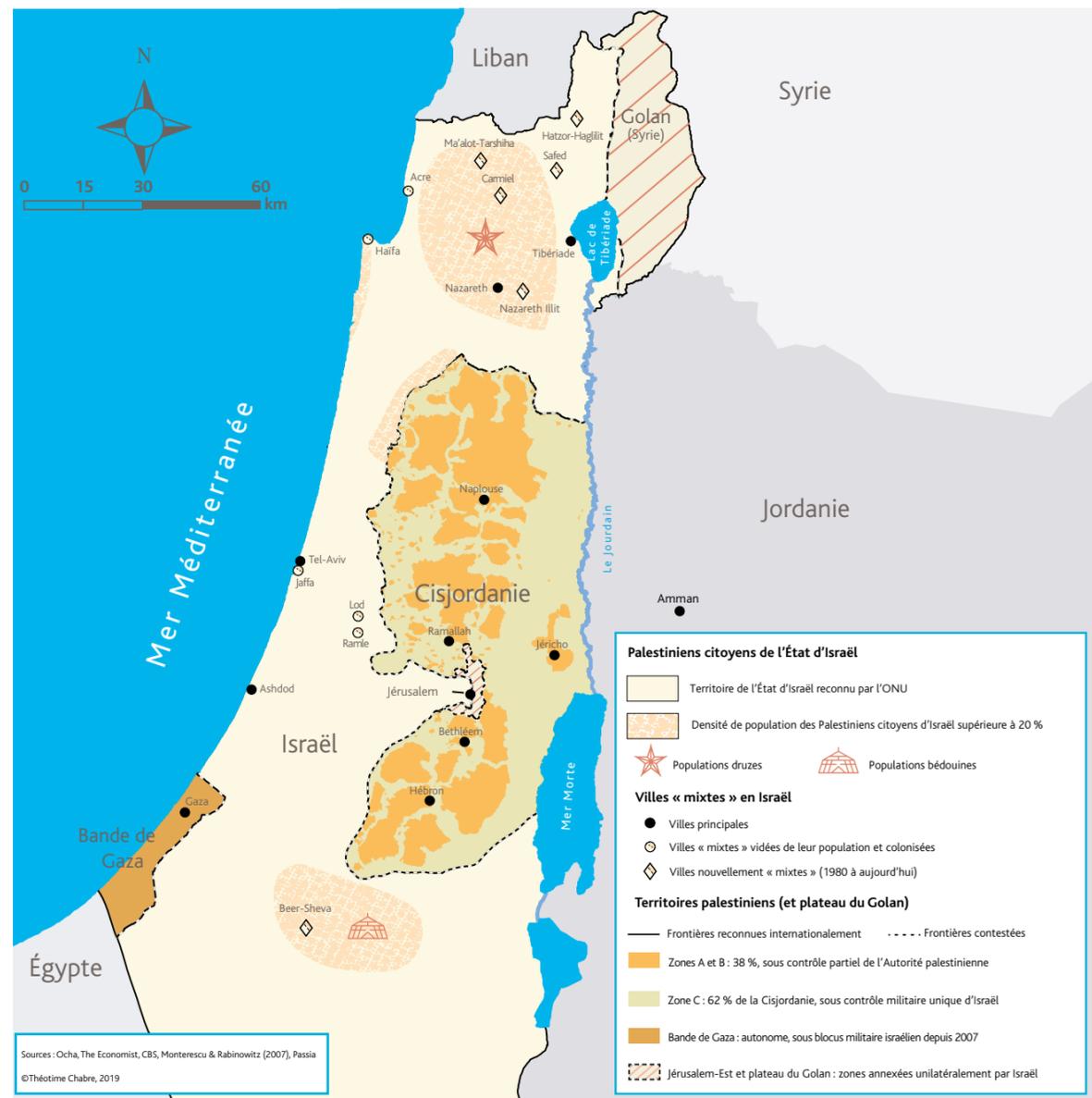
Durant la fin de la période ottomane et surtout le mandat britannique (1920-1948), Haïfa, Jaffa, ou encore Ramle et Al-Lydd apparaissaient comme des scènes où se définissait

Le premier usage significatif du terme a été celui de la commission Peel (1937), à la suite de la révolte arabe (1936) et de l'escalade des tensions. Ce rapport préconise un possible plan de partage de la Palestine en raison du conflit grandissant, mais pointe l'impossibilité de la séparation des populations juive et arabe dans un certain nombre de localités: les « villes mixtes », celles-ci devant rester sous contrôle mandataire. Par la suite, le terme a été utilisé dans un article de presse en 1943 par Aba Hushi, porte-parole du syndicat Histadrut du mouvement sioniste, qui deviendra ensuite maire de Haïfa (1951-1969). Cet article alertait sur la condition des travailleurs juifs alors minoritaires dans cette métropole portuaire servant les intérêts de

**L'impossibilité de la séparation des populations juive et arabe**

compagnies transnationales. Parallèlement, pas de mention du terme « ville mixte » par les Palestiniens, le quotidien *Al-Ittihad* évoquant Jaffa, Haïfa, Ramle ou Al-Lydd comme des villes « arabes », cela jusque dans les années 1990. La situation change avec la seconde génération des Palestiniens nés comme citoyens de l'État d'Israël, notamment après le déclenchement de la seconde Intifada (2000). Si les affrontements se déroulent principalement en Cisjordanie, des heurts surviennent à Jaffa et Acre. Ce contexte, dans lequel les Palestiniens israéliens se sentent menacés, les amène à revendiquer davantage de droits collectifs et de représentativité au sein des institutions de l'État hébreu, rappelant leur statut d'habitants de « villes mixtes ». Cela trouve un

**UN ESPACE ISRAËLO-PALESTINIEN? LES VILLES « MIXTES » EN ISRAËL**



Jaffa, toponymies en concurrence © Hicham Chabaïta



Lod, ancienne bâtisse ottomane et habitat de la ville nouvelle © Yoann Morvan

écho dans le débat public israélien à travers une série d'articles dans le quotidien *Ha'aretz* au fil des années 2000. Cependant, la notion de mixité concernant ces localités continue à être contestée tant par les nationalistes palestiniens et par un certain nombre d'universitaires, pour lesquels il ne s'agit que de minorités marginalisées dans des espaces sionistes, que par les plus nationalistes israéliens pour qui ce sont des villes juives.

**La réalité têtue de la présence d'une altérité et d'une réciprocité**

La notion de « ville mixte » dans le contexte palestino-israélien a donc connu une évolution contrastée au cours du XXI<sup>e</sup> siècle, depuis l'ingénierie démographique coloniale anglaise jusqu'aux minorités palestiniennes dans certaines de leurs villes historiques quasi anéanties par la *Nakba*, en passant par celles juives avant la création de l'État d'Israël. L'oscillation de ces usages successifs témoigne des velléités d'appropriations mono-nationales, se heurtant à la réalité têtue de la présence d'une altérité et d'une réciprocité néanmoins difficiles. L'utilisation plus récente du terme par des mouvements émergents des sociétés civiles ouvre la voie à une vision tierce, binationale et plus respectueuse des appropriations et inégalités urbaines *in situ*.

démographique brutal, en contraignant à l'exil la majorité de la population palestinienne. Du jour au lendemain, la ville, qui avait été un grand port régional à la fin de l'empire ottoman et sous le mandat britannique, était devenue ce « Secteur 7 » mal famé et délabré, le « quartier arabe » de Tel-Aviv<sup>7</sup>. Plus de soixante-dix ans après la *Nakba*, Jaffa est à présent « pluriethnique »: un espace disputé entre nostalgie palestinienne, gentrification et criminalité organisée. Bien que située à quelques minutes du cœur de Tel-Aviv, elle représente une altérité culturelle et politique *sui generis*, et abrite aujourd'hui environ 17 000 Palestiniens citoyens d'Israël.

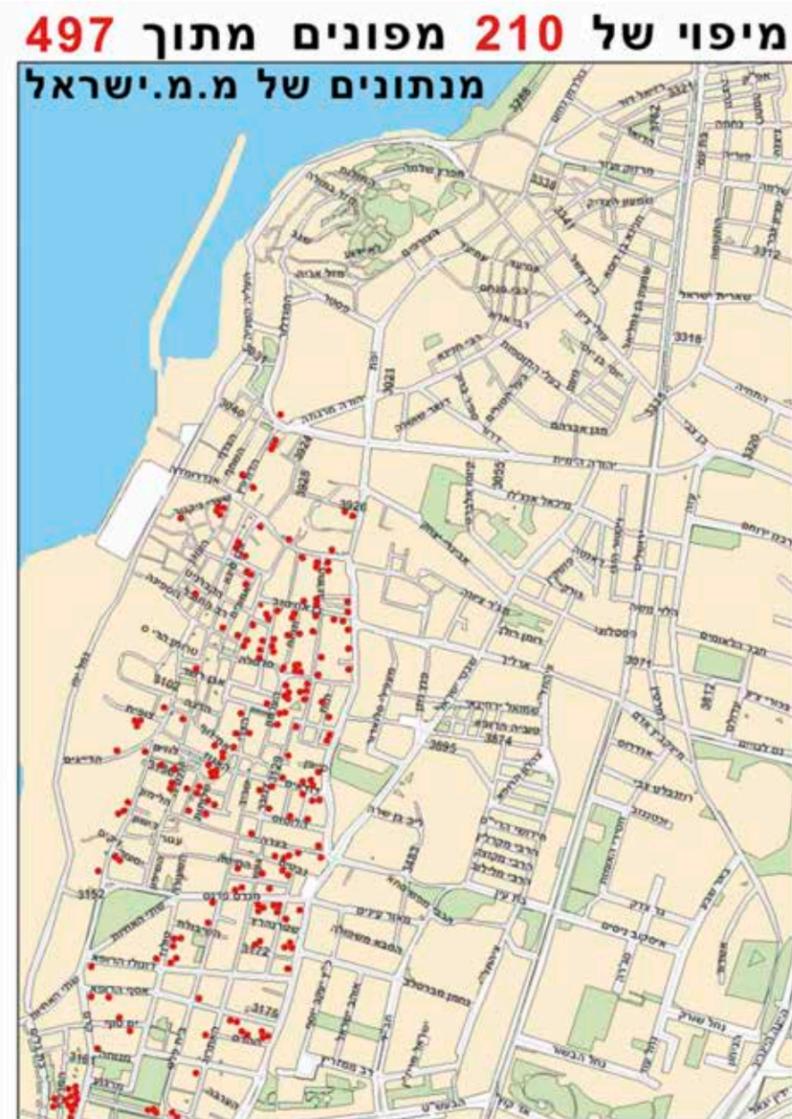
Pour la municipalité et pour l'État, la Jaffa arabe a longtemps constitué un « problème » politique, nécessitant l'adoption de stratégies de surveillance et de contrôle. Sans réel leadership ni classe moyenne à proprement parler, les Palestiniens de Jaffa manquent cruellement de logements abordables et de reconnaissance politique. ■■■

Jaffa, la gentrification à l'œuvre © Daniel Monterescu

**JAFFA, CHRONIQUES D'UNE GENTRIFICATION POLITISÉE**

Jaffa est une ancienne cité portuaire attestée dès 1500 avant notre ère, tandis que Tel-Aviv, sa voisine, a été fondée en 1909 par la communauté juive de Jaffa à la périphérie nord de la ville. La guerre israélo-arabe de 1948 s'est soldée par un exode: estimée alors à 70 000 personnes, la population arabe de Jaffa a été réduite à 3 800 puis confinée dans le quartier d'Ajami, nommé le « ghetto » par les forces israéliennes. En 1950, Jaffa a été annexée à Tel-Aviv et la « ville unifiée » a été rebaptisée Tel-Aviv-Jaffa. Autrefois surnommée la « Fiancée de Palestine » (*Arus Falastin*), la Jaffa d'avant 1948 symbolisait la modernité politique<sup>6</sup>. La colonisation sioniste imposa à cette métropole arabe un changement





Les points rouges représentent les 497 familles palestiniennes condamnées pour construction illégale, quartier Ajami, Jaffa © D. R.

■ Lieu de quelques heurts durant la seconde Intifada (2000-2006), la situation à Jaffa s'est aggravée en 2007, lorsque l'Administration foncière israélienne décida d'expulser 497 familles palestiniennes, condamnées pour construction illégale. Comme toutes ces familles habitaient dans le quartier d'Ajami, devenu un foyer de gentrification juive, cette expulsion a pu être perçue comme une nouvelle tentative pour « transférer » la population arabe hors de la ville. Cet événement est rapidement devenu le symbole de la lutte pour le maintien d'une présence palestinienne et un moment marquant de la résistance à la gentrification ethnique. Composée d'activistes juifs et palestiniens habitant Jaffa ou les alentours, cette mobilisation collective a ouvert un espace à l'action politique et à de nouvelles formes de collaboration binationale<sup>8</sup>. La situation actuelle est ainsi marquée par deux grandes tendances : d'une part, l'exploitation commerciale de Jaffa et sa gentrification ethnique et, d'autre part, l'alliance entre des Palestiniens activistes et des Juifs politiquement engagés très à gauche. À ces deux tendances s'en ajoute une plus récente. À la suite du retrait israélien de la bande de Gaza (2005), la composante la plus radicale du mouvement sioniste religieux a entrepris de « reconquérir » les « villes mixtes » en y implantant des familles désireuses de « re-judaïser » ces « territoires perdus ».



« Jaffa pleure (en arabe), des logements pour les Arabes de Jaffa!!! (en hébreu) » © Daniel Monterescu



« Jaffa, la périphérie au centre. Le logement d'abord » (2011) © Yudit Ilany

Jaffa compte désormais plusieurs dizaines de familles de ce mouvement de colonisation de l'intérieur<sup>9</sup> opérant tant en quartier juif qu'arabe. Le fait que le rabbin Kook, considéré comme la figure tutélaire de ce mouvement, avait été rabbin de la ville de 1904 à 1916, apporte une légitimation à ces trajectoires résidentielles agressives, qui bénéficient de nombreux appuis, notamment financiers, ici et ailleurs.

Jaffa demeure cependant un exemple d'interaction relativement positive entre Juifs et Palestiniens, en raison notamment de la présence d'un certain nombre d'activistes issus des mouvements pour la paix. La localité est même devenue une arène politique pour plusieurs groupes à audience nationale, tels *Sadaka-Reut* (« Amitié »), *Ta'ayush* (« Coexistence »), ou *Zochrot* (« Se souvenir »). Engagés contre la colonisation et la gentrification, les membres et proches de ces groupes, majoritairement juifs et en général mieux dotés que leurs voisins palestiniens, n'en participent pas moins, malgré eux, aux processus de gentrification, voire de judaïsation, notamment en accentuant la pression sur les prix du foncier. Cette nouvelle sociologie locale contribue également à transformer Jaffa en une scène culturelle alternative<sup>10</sup>. Cela va de pair avec le développement de nouveaux espaces de consommation. Ainsi, de nombreux cafés branchés ont ouvert leurs portes depuis les années 2000. Du pionnier *Yafa Café*, spécialisé dans les livres en arabe, au « *vegan friendly* » *Michelangelo*, en passant par le très « *hype* » *Anna Loulou Bar*, ou encore le palestinien *Café Salma*, Jaffa est devenu une destination prisée du loisir intra-urbain. Ces différentes tendances,

en apparence contradictoires, viennent souligner l'importance de la signification politique des « villes mixtes », de surcroît dans un contexte néolibéral où, du fait de leur délaissement relatif, elles constituent un espace d'opportunités.

#### LOD/AL-LYDD, OU LA DÉSARTICULATION URBAINE

De l'ensemble des « villes mixtes », Lod possède incontestablement l'image la plus désastreuse de criminalité et de misère. En effet, la localité, pourtant située en plein centre du pays, a été sinistrée à quasiment tous les niveaux. S'il s'agit de l'une des plus anciennes villes du pays (en latin *Lydda*), au carrefour des routes puis des lignes ferroviaires et à proximité de l'aéroport, c'est aussi celle où la guerre de 1948-1949 a atteint son pic extrême de violence (opération « Dani<sup>11</sup> »), s'accompagnant de massacres suivis de l'expulsion de plusieurs dizaines de milliers de personnes<sup>12</sup>. À côté de ce champ de ruines palestiniennes, dont certaines laissées en l'état et néanmoins parfois habitées, une ville nouvelle, juive et dite « de développement », a été édifée (1950). S'y sont établis des Palestiniens venus des villages alentour, eux-mêmes rayés de la carte, et des Juifs issus des campagnes, notamment du Maghreb, installés là sous la contrainte par l'État sioniste naissant. Lieu d'une forme d'urbicide, Lod porte jusqu'à ce jour les stigmates de ce trauma originel, plaie toujours béante que les strates migratoires superposées depuis n'ont que mal recouverte. Mosaïque ségrégative où une partie des Palestiniens vit dans de l'habitat auto-construit, la localité ■■

... a tenté de se (re-)développer par la construction toujours plus centrifuge de nouveaux quartiers à destination de groupes socio-ethniques dans une optique clientéliste. Lod est qualifiée de « ville mixte » par les instances étatiques. Cela entend signifier que la localité comporte à la fois des populations juive et palestinienne ; mais ce qualificatif ne préjuge pas de la présence, impensée, de groupes non négligeables de populations, en général chrétiennes, non juives et non palestiniennes (post-soviétiques, éthiopiennes, migrants récents subsahariens ou caucasiens, etc.), considérées en quelque sorte comme hors mixité. Périphérie de la périphérie, plaque tournante du trafic de drogue dans les années 1990-2000, Lod est une arrière-cour interlope du capitalisme tel-avivien. Tandis que les trajectoires résidentielles constituent un puissant levier de non-mixité par évitements en cascade, des socialisations de « basse intensité », en particulier à travers les activités commerciales et de consommation, donnent à observer des effets d'atténuations relatives et temporaires à ces dynamiques. Ainsi, un marché hebdomadaire, rencontrant un vif succès du fait de la modicité des prix pratiqués, des supermarchés *hard discount*, ou encore les centres commerciaux de Lod voient leurs travées largement fréquentées par les diverses populations locales, s'apparentant à une « *cosmopolitan canopy*<sup>13</sup> ». Il ne s'agit certes pas là de fraternisations, mais de sociabilités limitées à des côtoiements faites de résignation en raison des conditions socio-économiques des uns et des autres : tous unis dans et par la pauvreté ? Pas si sûr... Les processus de marginalisations sociales et de fragmentations urbaines continuent à désarticuler Lod/Al-Lydd.

**Emblématiques à la fois du conflit israélo-palestinien, mais aussi de sa possible résolution**

En effet, la destruction de maisons et d'îlots « arabes », justifiée par la volonté de transformer l'image infamante dont est affublée la ville, se poursuit ; parallèlement, de nouveaux quartiers à destination de différents groupes juifs sont implantés. La logique de domination territoriale, entamée en 1948, se poursuit donc sous une forme moins drastique. Appuyée par la municipalité, la montée en puissance des « colons de l'intérieur », bien plus actifs ici qu'à Jaffa notamment, car ils représentent des couches sociales plus favorisées dans un contexte bien plus paupérisé, est assez significative au cours des dernières années, en particulier dans l'ancienne vieille ville de Lod, où appartements après appartements, ils entendent contrer la présence « arabe ». Par ailleurs, les exonérations fiscales ont incité des entreprises tertiaires (banques, high-tech) à investir à Lod, n'entraînant, comme dans la plupart des villes de développement<sup>14</sup>, que des retombées très limitées pour la main-d'œuvre locale. Gangrenée par la corruption, la municipalité de Lod navigue entre marasme et défaillances politiques, gérant avec cynisme le fragile assemblage des groupes sociaux. Et ceux-ci, tant juifs que palestiniens, sont très hétéroclites : aux Juifs originaires du Maghreb se sont, entre autres, ajoutés les Géorgiens dans les années 1970, puis les Russes et les Éthiopiens dans les années 1990 ; tandis que les quelques chrétiens et les villageois palestiniens ont été rejoints par des Bédouins ou encore des ex-collaborateurs des forces israéliennes, et plus récemment par d'anciens habitants de Jaffa fuyant la gentrification. Lod/Al-Lydd s'affiche comme la scène de prédilection du rap palestinien<sup>15</sup> avec le groupe DAM, dont le leader, Tamer Nafar<sup>16</sup>, avait appelé les Palestiniens citoyens de l'État hébreu à voter lors des



Lod, immobilier tertiaire et anciennes maisons palestiniennes, détruites depuis (2013)  
© Yoann Morvan

dernières élections. Symbole de la plus grande visibilité à l'échelon national de cette minorité des Palestiniens issus des « villes mixtes », Sami Abu Shehadeh, né à Lod et habitant à Jaffa, est élu à la Knesset (parlement israélien) sur la « Liste unifiée<sup>17</sup> » en octobre 2019.

**LES « VILLES MIXTES », ESPACES LABORATOIRES**

Emblématiques à la fois du conflit israélo-palestinien, mais aussi de sa possible résolution, les « villes mixtes » témoignent du large spectre des formes urbaines et sociales prévalant au sein de l'État hébreu. S'y jouent des relations interethniques sur fond de politisation souvent exacerbée et de sédimentation des positions acquises. Chacune des « villes mixtes » comporte sa configuration spécifique : si Al-Lydd et Ramle se caractérisent par des dynamiques de polarisation, Jaffa ou Acre plutôt de segmentation, tandis que Haïfa, plus ouverte, peut être définie par son pluralisme relatif. Incarnation des impasses et des espoirs des rapports entre majorité et minorités, ces localités jouent un rôle pivot dans l'espace israélo-palestinien : laboratoire de sa multi-polarisation, facteur principal de son ingouvernabilité. / Daniel Monterescu et Yoann Morvan

*Object of Memory: Arab and Jew Narrate the Palestinian Village*, University of Pennsylvania Press, 1998; Oren Yiftachel et Haim Yacobi, "Urban Ethnocracy: Ethnicization and the Production of Space in an Israeli 'Mixed City'", *Environment and Planning*, 21: 673-693, 2003.

- ③ Cet antagonisme se manifeste dans les rapports de force inégaux entre Israéliens et Palestiniens, causés par les politiques urbaines d'exclusion, la dépendance économique, la loi martiale et les déplacements de population, etc. Cf. Daniel Monterescu et Dan Rabinowitz (dir.), *Mixed Towns, Trapped Communities. Historical Narratives, Spatial Dynamics, Gender Relations and Cultural Encounters in Palestinian-Israeli Towns*, Ashgate, 2007.
- ④ Mark Levine, *Overthrowing Geography: Jaffa, Tel Aviv, and the Struggle for Palestine, 1880-1948*, Berkeley: University of California Press, 2005.
- ⑤ Sharon Rotbard, *White City, Black City: Architecture and War in Tel Aviv and Jaffa*, Pluto Press, London, 2015.
- ⑥ Daniel Monterescu et Noa Shaindliger, "Situational Radicalism: The Israeli 'Arab Spring' and the (Un)Making of the Rebel City", *Constellations*, n° 20, juin 2013.
- ⑦ Le leader du centre d'étude religieux (*yeshiva*) de ce groupe vient d'une implantation juive en Cisjordanie, exemplifiant les circulations de part et d'autre de la ligne verte.
- ⑧ Daniel Monterescu et Miriam Schickler, « Marginalité créative. La scène alternative judéo-arabe de Tel Aviv-Jaffa », dossier « Israël au quotidien », *Ethnologie française*, n° 2, avril 2015.
- ⑨ Ari Shavit, *Ma terre promise. Israël, triomphe et tragédie*, JC Lattès, Paris, 2015.
- ⑩ Voir le poignant roman d'Elias Khoury, *Les Enfants du ghetto. Je m'appelle Adam*, Actes Sud, Arles, 2018.
- ⑪ Elijah Anderson, *The Cosmopolitan Canopy: Race and Civility in Everyday Life*, Norton, New York, 2012.
- ⑫ Amandine Désille et Yoann Morvan, « Kiryat Gat en crise d'image: high-tech et mal-développement en Israël », *Echogéo*, n° 43, janvier-mars 2018.
- ⑬ Pierre Mérimée et Jacques Denis, *Intifada rap*, LO/A Édition, Paris, 2014.
- ⑭ Il a coécrit et est l'acteur principal de *Junction 48* (2016), le film du réalisateur et militant israélo-américain Udi Aloni.
- ⑮ Il s'agit d'une coalition entre le parti communiste Hadash et les trois formations arabes: la Liste arabe unie, Ta'al et le Balad. Avec 13 sièges (sur 120), c'est la troisième force politique du pays.



Lod, fresque réalisée par une association locale d'étudiants israéliens  
© Yoann Morvan